

*Termes de Référence*

**Réunion de haut niveau sur la promotion des stratégies pour lutter  
contre les crimes dans le secteur des pêches en Afrique de l'Ouest**

Siège de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), 28 novembre, Dakar, Sénégal

**Atelier sous-régional de renforcement des capacités sur la collecte de  
données concernant les crimes dans le secteur des pêches**

Siège de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), Dakar, Sénégal, du 26 au 27 novembre



Cet atelier est organisé sous le haut patronage de  
Son Excellence **Dr Khallahi BRAHIM**, Secrétaire Permanent de la CSRP,  
et **Dr Amado Philip de ANDRÉS**, Représentant Régional de l'ONUDC pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre



L'événement est financé par la France, le Royaume de Norvège et l'Union européenne

## 1. Contexte

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture contribue de manière significative à l'économie de la région de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), représentant plus de 15 % du Produit Intérieur Brut (PIB) de la région, avec environ 3 % de la population rurale économiquement active dépendant de ce secteur.<sup>1</sup> En Afrique de l'Ouest, les activités de pêche, principalement dans le sous-secteur artisanal marin, jouent un rôle majeur dans la contribution au PIB, avec des apports particulièrement élevés au Ghana, en Mauritanie et en Sierra Leone. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime également que le secteur de la pêche et de l'aquaculture emploie environ 12,3 millions de personnes sur le continent<sup>2</sup>.

Cependant, le secteur de la pêche sert également de vecteur important pour la criminalité, exposant la région à une vaste diversité d'activités criminelles. Celles-ci incluent des infractions directement liées aux opérations du secteur, telles que les pratiques de pêche illégales qui enfreignent les lois nationales et régionales. De plus, des crimes de détournement au sein de la chaîne de valeur, notamment la corruption, le blanchiment d'argent, ainsi que des fraudes documentaires, fiscales et douanières, y sont également associés. Au-delà de ces infractions, le secteur agit comme un facilitateur pour des activités criminelles graves telles que le trafic de drogue et d'armes, la traite des personnes (TIP) et le trafic de migrants (SOM), souvent réalisés via des navires de pêche et fréquemment liés à des réseaux de crime organisé.<sup>3</sup> Ces crimes compromettent non seulement la stabilité et le développement de la région, mais aggravent également les tensions, car la concurrence pour les ressources halieutiques entraîne souvent des violences entre communautés et des conflits avec les forces de l'ordre, en particulier dans les zones frontalières. Par exemple, en 2018, un conflit a éclaté à Saint-Louis, au Sénégal, après que les garde-côtes mauritaniens ont abattu un jeune pêcheur sénégalais, déclenchant des protestations violentes et des attaques contre des entreprises mauritaniennes.<sup>4</sup>

### a. L'importance des données comme atout stratégique

Dans la lutte contre les crimes dans le secteur de la pêche, l'utilisation des données en tant qu'atout stratégique est essentielle pour élaborer des réponses fondées sur des preuves, efficaces et durables. La collecte et l'analyse des données soutiennent le développement d'interventions ciblées qui répondent précisément aux défis complexes posés par les crimes dans ce secteur. La recherche joue un rôle crucial dans cet effort, en offrant une base sur laquelle les politiques et les interventions peuvent être construites avec précision et pertinence. En produisant des ensembles de données exhaustifs — couvrant les volumes de captures, les efforts de pêche et les schémas d'activités criminelles — les parties prenantes peuvent identifier les vulnérabilités au sein des systèmes de gestion des pêches, évaluer l'efficacité des réglementations existantes et anticiper les tendances futures de la pêche illégale. Cette approche garantit que les réponses sont non seulement ancrées dans la réalité des pratiques actuelles, mais aussi adaptables aux menaces évolutives, renforçant ainsi la résilience et la durabilité des efforts de gestion des pêches. En fin de compte, traiter les données comme un atout stratégique permet aux décideurs, aux organismes d'application de la loi et aux parties prenantes communautaires de déployer les ressources plus efficacement, de mettre en œuvre

---

<sup>1</sup> ECOWAS Commission. *Comprehensive Strategic Framework for Sustainable Fisheries and Aquaculture Development*. Abuja: ECOWAS Directorate of Agriculture and Rural Development, 2019. 13p.

[https://ecowap.ecowas.int/media/ecowap/file\\_document/2019\\_Regional\\_strategy\\_Fisheries\\_Aquaculture\\_CSFS-FAD\\_EN.pdf](https://ecowap.ecowas.int/media/ecowap/file_document/2019_Regional_strategy_Fisheries_Aquaculture_CSFS-FAD_EN.pdf)

<sup>2</sup> FAO, *The Value of African Fisheries*, May 30, 2014.

<sup>3</sup> ONUDC, UNODC approach to crimes in the fisheries sector

[https://www.unodc.org/documents/Wildlife/UNODC\\_Approach\\_to\\_Crimes\\_in\\_the\\_Fisheries\\_Sector.pdf](https://www.unodc.org/documents/Wildlife/UNODC_Approach_to_Crimes_in_the_Fisheries_Sector.pdf)

<sup>4</sup> VOA Afrique. *Manifestation au Sénégal après la mort d'un pêcheur tué par des garde-côtes mauritaniens*. 29 January 2018,

<https://www.voafrique.com/a/manifestation-apres-la-mort-d-un-pecheur-tue-par-garde-cotes-mauritaniens/4229700.html>

des mesures qui s'attaquent directement aux causes profondes des crimes dans le secteur de la pêche et de promouvoir une culture de conformité qui protège les ressources marines pour les générations futures.

b. ONUDC, CSRP et FAO : une collaboration stratégique

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) organisent conjointement un atelier régional de renforcement des capacités axé sur l'amélioration de la collecte des données relatives aux crimes dans le secteur de la pêche. Cet atelier réunira des points focaux nationaux de toute la région afin de renforcer les capacités de production, de collecte, d'analyse et de diffusion des données sur les crimes dans le secteur de la pêche. Grâce à cette initiative, l'expertise régionale de la CSRP, les connaissances de l'ONUDC en matière de justice pénale et l'engagement de la FAO envers une gestion durable des pêches sont combinés pour aborder les enjeux majeurs qui affectent le secteur.

Le projet adopte une approche globale pour lutter contre différentes formes de criminalité touchant l'industrie de la pêche, notamment la pêche illégale, le trafic de drogue et d'armes, la traite des personnes (TIP) et le trafic de migrants (SOM), tout en s'attaquant à la corruption en tant que facteur clé facilitant ces infractions. Un élément central de cette collaboration est le développement et le déploiement du Dashboard géré par la CSRP, un outil essentiel qui favorise la transparence en soutenant une collecte, une analyse et un partage robustes des données. Cette approche intégrée renforce la durabilité, la justice et la sécurité du secteur de la pêche dans les États membres de la CSRP.

c. Le Dashboard : un outil de gestion des données pour la CSRP

Le Dashboard, géré et hébergé par la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), est une base de données en ligne essentielle, conçue pour soutenir une gestion efficace des pêches en rassemblant des données quantitatives. Sa création a été le fruit d'un processus participatif impliquant les parties prenantes dès la phase de conception, avec la mise à disposition de l'équipement nécessaire et une formation complète dans tous les pays participants. Ce travail collaboratif a permis de créer une plateforme riche en données cruciales pour répondre aux principaux défis du secteur des pêches. Les violations liées aux licences et aux enregistrements incluent l'exploitation sans licence adéquate, les transferts de licence non autorisés entre navires, ainsi que le défaut d'enregistrement. Le Dashboard recense également les activités de pêche illégales, en mettant en lumière les cas de pêche dans des zones marines protégées, pendant les saisons de fermeture, ou la capture d'espèces protégées dans des zones interdites. De plus, il met en évidence les techniques et méthodes de pêche prohibées, confirmant son rôle d'outil essentiel pour surveiller et renforcer les pratiques de gestion des pêches.

d. Élargir le champ d'action : Lutter contre un éventail plus large de crimes dans le secteur des pêches

Pour consolider les bases solides posées par le Dashboard, il est nécessaire d'élargir nos initiatives d'enquête et de suivi afin de couvrir un éventail plus large de crimes liés au secteur de la pêche et ayant un impact sur celui-ci. Cet effort vise à traiter non seulement les infractions directes aux pratiques de pêche, mais également le réseau complexe d'activités criminelles qui exploitent la chaîne de valeur de la pêche à des fins illicites.

Les domaines clés d'intervention incluent la corruption, qui agit comme un facilitateur des opérations illégales et compromet l'intégrité de la gestion des pêches. Nous nous concentrons également sur des problématiques graves telles que la traite des êtres humains et le trafic de migrants via des navires de pêche, des activités souvent orchestrées par des réseaux criminels organisés.



En intégrant ces dimensions supplémentaires d'activités criminelles — ainsi que les différentes formes de corruption qui les favorisent — dans notre cadre de suivi et d'analyse, nous visons à offrir une compréhension plus globale et à fournir une réponse solide aux défis liés à la gestion et à l'application des lois dans le secteur de la pêche.

## 2. Objectif général

L'atelier régional de renforcement des capacités a pour objectif de renforcer les compétences nationales en matière de collecte et de partage de données pertinentes sur les crimes dans le secteur des pêches, notamment en ce qui concerne la pêche illégale, les crimes au sein de la chaîne de valeur des pêches et les crimes associés au secteur. Cet atelier vise à faciliter l'élaboration de politiques de prévention fondées sur des données probantes et de réponses stratégiques face au crime organisé dans le secteur des pêches, en produisant et en actualisant les données sur les crimes dans ce secteur.

## 3. Résultats attendus

- a. **Amélioration de la collecte et du rapport des données** : Les points focaux comprendront mieux comment utiliser efficacement le Dashboard pour rapporter et analyser les données liées à la gestion des pêches et aux crimes associés. Cela inclut une compréhension approfondie de la documentation des violations de licences et d'autres formes de corruption, des activités de pêche illégales et de l'utilisation de techniques de pêche interdites.
- b. **Élargissement du champ de surveillance des crimes** : L'atelier équipera les participants des compétences et connaissances nécessaires pour identifier et rapporter les crimes dans le secteur de la pêche. Cet élargissement, au-delà des crimes traditionnels de pêche illégale, inclut les crimes de détournement dans la chaîne de valeur et les crimes associés au secteur de la pêche en tant que vecteur ou facilitateur, représentant un pas important vers une gestion holistique du secteur.
- c. **Amélioration de la collaboration entre parties prenantes** : L'atelier vise à renforcer le partenariat entre les points focaux des États membres de la CSRP en adoptant un processus participatif. Ce cadre collaboratif est essentiel pour partager des renseignements, des stratégies et des défis liés aux crimes dans le secteur de la pêche, permettant des actions d'application de la loi plus efficaces et coordonnées.
- d. **Élaboration d'un plan d'action stratégique** : L'atelier devrait aboutir à la création d'un plan d'action stratégique qui définit des étapes claires et prioritaires pour améliorer la qualité et la quantité des données soumises au Dashboard, élargir le champ de surveillance des crimes et renforcer les efforts collaboratifs entre les États membres. Afin d'assurer un suivi et une responsabilisation, le plan d'action assignera des responsabilités spécifiques à des points focaux précis, favorisant un engagement et des progrès continus.
- e. **Sensibilisation accrue et renforcement des capacités** : L'atelier sensibilisera les participants à l'importance de lutter contre la pêche illégale et l'ensemble plus large des crimes associés au secteur de la pêche. Des formations complètes et des discussions permettront de renforcer la capacité des points focaux à aborder ces questions de manière plus efficace dans leurs juridictions respectives.

## 4. Participants

Membres ou représentants du Comité de Coordination de la Commission Sous-Régionale des Pêches, du Conseil des Ministres et des autorités concernées impliquées dans la collecte de données sur les crimes dans le secteur de la pêche, issus de différentes institutions (douanes, marine, police, etc.) des sept États membres de la Commission Sous-Régionale des Pêches : Cap-Vert, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mauritanie, Sénégal et Sierra Leone.

## 5. Organisation et financement de l'événement

L'événement est organisé et accueilli par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), en collaboration avec la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP), et est financé par la France, la Norvège et l'Union européenne. Le financement provient de différents programmes : le « Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime (GMCP<sup>5</sup>) », le « Programme mondial sur les crimes qui affectent l'environnement (GPCAE, ONUDD<sup>6</sup>) » et le « Programme sur la traite des personnes et le trafic de migrants (TIP/SOM<sup>7</sup>) ».

### *Comité organisation*

- Arame Barry, ONUDD ROSEN
- Patrice Brehmer, CSRP c/o IRD
- Cheikh Dia, CSRP
- François Patuel, ONUDD ROSEN
- Cecilia Rossa, ONUDD ROSEN
- Mouhamadou Seck, CSRP
- Oulymatou Soko, CSRP

### *Comité scientifique*

- Dr Dyhia Belhabib, ONUDD Consultant
- Dr Patrice Brehmer, CSRP c/o IRD
- Abdou Khadir Diakhate, CSRP
- François Patuel, ONUDD ROSEN
- Cecilia Rossa, ONUDD ROSEN
- Lejda Toci, ONUDD HQ

### *Comité de communication*

- Maria Andrade, CSRP
- Ouseynou Diankha, CSRP
- Cecilia Rossa, ONUDD ROSEN

### *Comité technique*

- Toussainte Boissy, CSRP
- Ouseynou Diankha, CSRP
- Lamine Fall, CSRP

## 6. Lieu et lien ZOOM

L'atelier ainsi que la réunion de haut niveau se dérouleront dans la salle de conférence au rez-de-chaussée du siège de la Commission Sous-Régionale des Pêches, à Dakar, Sénégal.

**Adresse :** 116 allées Khalifa Babacar Sy, Dakar 25485 **Google Map :** <https://maps.app.goo.gl/i5rNYRpqHpGehgWU7> **Plus code:** PGCR+QR Dakar. **GPS:** 14.721953260769595, -17.457828714727988 **Tél.:** (+221) 33 864 04 77.

**Zoom invitation** 26 novembre 08:45 - 18:00. Tous les jours, jusqu'au 28 nov. 2024

<https://ird-fr.zoom.us/j/93757324723?pwd=evHZDt2SwDI.yuA865b0HmZoF98Vreo.1>

ID de réunion: 937 5732 4723

Code secret: 925425



<sup>5</sup> ONUDD, *Criminalité Maritime* : <https://www.unodc.org/unodc/fr/piracy/index.html>

<sup>6</sup> ONUDD, Briefing to the Working Group of Government Experts on Technical Assistance Global Programme on Crimes that Affect the Environment [GPCAE], Conference of the parties to the UN Convention Against Transnational Organized Crime – Vienna June 2024,

[https://www.unodc.org/documents/treaties/WG\\_TA\\_2024/Briefings/1\\_GPCAE.pdf](https://www.unodc.org/documents/treaties/WG_TA_2024/Briefings/1_GPCAE.pdf)

<sup>7</sup> ONUDD, Trafficking in Persons and Smuggling of Migrants, <https://www.unodc.org/conig/en/links/trafficking-in-persons-and-smuggling-of-migrants.html>

## 7. Agenda

**26 Novembre** : Réunion technique, jour 1/2.

Heure	Activité	Détails et intervenants
<b>08:30</b>	<b>Accueil et enregistrement</b>	Accueil des participants et facilitation de l'enregistrement
<b>08:50</b>	<b>Discours de bienvenue</b>	Représentant du Ministère des Pêches et des Infrastructures Maritimes et Portuaires (MPIMP), Sénégal M. François Patuel, Responsable de l'Unité Recherche et Sensibilisation, ONUDC ROSEN
<b>09:00</b>	<b>Objectifs et résultats attendus de l'atelier</b>	Dr Patrice Brehmer, Conseiller Scientifique du Secrétaire Permanent de la CSRP
<b>09:30</b>	<b>Aperçu des crimes dans le secteur de la pêche</b>	Présentation des crimes dans le secteur de la pêche et de leurs impacts sur la stabilité et le développement en Afrique de l'Ouest et Centrale Dr Dyhia Belhabib, Consultante ONUDC ROSEN
<b>10:00</b>	<b>Pause café</b>	
<b>10:15</b>	<b>Introduction au Dashboard</b>	Présentation du Dashboard : aperçu des composantes, fonctionnalités, défis et opportunités. M. Zakar Fall, Expert Dashboard CSRP
<b>10:45</b>	<b>Session pratique sur l'utilisation du Dashboard</b>	Formation pratique sur la saisie des données Études de cas sur le signalement des violations de licences et des activités de pêche illégales. Modératrice : Dr Dyhia Belhabib, Consultante ONUDC
<b>12:00</b>	<b>Déjeuner</b>	
<b>13:00</b>	<b>Continuation de la saisie et révision des données</b>	Les participants poursuivent la saisie des données, accompagnés par les facilitateurs pour répondre aux questions et fournir des conseils. Revue par les pairs incluse. Modératrice : Dr Dyhia Belhabib, Consultante ONUDC
<b>16:00</b>	<b>Pause café</b>	
<b>16:15</b>	<b>Conclusion et résumé du Jour 1</b>	Récapitulatif des apprentissages et préparation des activités du Jour 2 de l'atelier. M. François Patuel, Responsable de l'Unité Recherche et Sensibilisation, ONUDC ROSEN



27 Novembre : Réunion technique, jour 2/2.

Heure	Activité	Détails et intervenants
09:00	<b>Traiter les crimes affectant l'environnement : Programme mondial de l'ONUDC sur les crimes liés à l'environnement</b>	Aborder la triple crise : perte de biodiversité, changement climatique et pollution. Analyse de l'impact des crimes organisés sur les ressources environnementales, la sécurité et la santé. Dr Lejda Toci, Responsable de la Prévention du Crime et de la Justice Pénale, ONUDC
09:20	<b>Renforcer la coopération et lutter contre les crimes dans la pêche : projet FishNET</b>	Aperçu de l'initiative FishNET, qui propose des formations spécialisées adaptées aux besoins régionaux et renforce la coopération entre les unités de contrôle portuaire du CCP et les parties prenantes du secteur de la pêche. Dr Lejda Toci, Responsable de la Prévention du Crime et de la Justice Pénale, ONUDC
09:45	<b>Élargir le champ de surveillance des crimes</b>	Suivi et analyse des crimes dans ou associés au secteur de la pêche : études de cas sur la traite des personnes et le trafic de migrants via des navires de pêche. Dr Dyhia Belhabib, Chercheuse, ONUDC ROSEN
10:00	<b>Pause café</b>	
10:15	<b>Étendre la collecte de données</b>	Formation sur la manière de collecter et de partager des données sur des crimes élargis tels que le trafic de drogue et les stratégies d'évasion illégales. Dr Dyhia Belhabib, Chercheuse, ONUDC ROSEN
12:00	<b>Déjeuner</b>	
13:00	<b>Continuation de la saisie et révision des données</b>	Les participants continuent la saisie des données, avec l'aide des facilitateurs pour répondre aux questions et fournir des conseils. Revue par les pairs pour assurer l'exactitude des données saisies. Mme Cecilia Rossa, Spécialiste en Recherche et Sensibilisation, ONUDC ROSEN
14:00	<b>Discussion de groupe : Identifier les défis</b>	Évaluation collective des défis et lacunes dans la collecte des données sur d'autres types de crimes dans le secteur de la pêche. Mme Cecilia Rossa, Spécialiste en Recherche et Sensibilisation, ONUDC ROSEN



<b>15:00</b>	<b>Élaboration d'un plan d'action stratégique</b>	<p>Collaboration entre les participants pour définir un plan d'action stratégique visant à mettre en œuvre des pratiques améliorées de collecte et de suivi des données.</p> <p>Dr Lejda Toci, Responsable de la Prévention du Crime et de la Justice Pénale, ONUDC</p>
<b>16:00</b>	<b>Pause café</b>	
<b>16:15</b>	<b>Session de clôture</b>	<p>Les participants partageront leurs principaux enseignements, encourageant la réflexion et un engagement actif.</p> <p>Résumé des points clés et discussion sur les prochaines étapes pour la mise en œuvre du plan stratégique.</p> <p>Dr Lejda Toci, Responsable de la Prévention du Crime et de la Justice Pénale, ONUDC</p>
<b>17:30</b>	<b>Discours de clôture</b>	<p>Présidente du Comité de Coordination de la CSRP, Dr Anna Mbenga Cham, Directrice du Département des Pêches de la Gambie, Ministère des Pêches et des Ressources en Eau</p>



**28 Novembre** : Réunion de haut niveau sur la sensibilisation et les stratégies pour traiter les crimes dans le secteur de la pêche en Afrique de l'Ouest (Jour 3). La réunion sera modérée par la CSRP.

Heure	Activité	Détails
08:30	Accueil	Accueil des participants
09:30	Discours de bienvenue	Son Excellence, Dr Fatou Diouf, Ministre des Pêches et des Infrastructures Maritimes et Portuaires, Sénégal
09:40	Allocution d'ouverture	Dr Amado de ANDRÉS, Représentant Régional, Bureau Régional de l'ONU DC pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale
09:50	Discours inaugural	Dr Khallahi BRAHIM, Secrétaire Permanent, CSRP
10:00	Coopération régionale pour la gestion des pêches et la lutte contre la pêche INN : rôle de la CSRP	Dr Patrice Brehmer, Conseiller Scientifique du Secrétaire Permanent de la CSRP, IRD
10:10	Pause café	
10:20	Approche de l'ONU DC face aux crimes dans le secteur de la pêche	Dr Lejda Toci, Responsable de la Prévention du Crime et de la Justice Pénale, ONU DC
10:35	Approche de la FAO pour promouvoir des pratiques halieutiques durables	Dr Amy Gaye, FAO, Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest, FAO Sénégal
10:45	Renforcement de la collaboration et du partage d'informations	Stratégies pour améliorer la collaboration entre les États membres : outils pour un partage d'informations et un suivi commun efficaces.  M. François Patuel, Responsable de l'Unité Recherche et Sensibilisation, ONU DC ROSEN
10:55	Remarques des Ambassadeurs	Représentants diplomatiques
11:55	Discours de clôture	Dr Amado de ANDRÉS, Représentant Régional, Bureau Régional de l'ONU DC pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale
12:00	Déjeuner	